



DR

→ Guy Lemée

<http://hcl.inventaires.fr>

LOGEMENT DE CAMPAGNE ?

Malgré un constat quasi unanimement partagé, la grave crise du logement que connaît la France ne trouve pas sa place dans la campagne. Pourtant, une étude approfondie des avis des politiques montre qu'un chemin de consensus existe.

On le sait, beaucoup souhaitent que la période d'avant-échéances électorales soit propice à faire de la question du logement un sujet majeur, à la hauteur des préoccupations de nos concitoyens. Hélas, des « tragédies » grecques aux multiples plans de rigueur en passant par les crises de l'euro, l'actualité n'aura guère laissé d'espace à cet espoir. Il faut cependant souligner quelques initiatives, comme celles de la Fondation Abbé Pierre avec la médiatisation d'une vedette « *people* » (1) ou encore des États généraux du logement (2) qui auront tenté de faire remonter cette thématique en « Une » des débats électoraux. Mais force est de constater, au moment où ces lignes sont écrites, que cela n'est pas vraiment une réussite. Pourtant l'enjeu est de taille car au-delà de la seule approche compassionnelle qui mobilise régulièrement, les forces écono-

miques tirent aussi la sonnette d'alarme (3) : le Medef lui-même – bousculé par le Gouvernement qui ponctionne, de force, les fonds du 1 % logement pour financer Anah et Anru – prépare un livre blanc sur le logement.

Sans oublier que parler de logement dans la territoriale renvoie à la nécessaire réorganisation de la gouvernance locale.

DROITE, GAUCHE ?

Une série d'entretiens avec diverses personnalités politiques et professionnelles (4) m'a permis de constater combien le constat d'une grave crise du logement en France est partagé. Les éléments du diagnostic ne sont pas tous partagés et – selon nous – pas forcément tous correctement établis. Mais le consensus est général sur la crise qui n'est ni récente ni conjoncturelle.

Les mesures envisagées, préconisées ou réclamées forment souvent un catalogue disparate qui illustre à la fois désarroi collectif et fatalisme.

Hormis la tonalité de la dénonciation, le clivage attendu « droite/gauche » n'est pas flagrant. Bien entendu quand on parle de réglementation, de blocage des loyers, on retrouve un terrain classique d'affrontement idéologique. Pourtant, curieusement, sur un sujet très comparable et tout aussi sensible politiquement car portant sur le sacro-saint droit de propriété, une sorte de consensus se dégage sur la question de la rente foncière qu'il faut combattre (appropriation des plus-values, mesures autoritaires, etc.).

Enfin, la place et le rôle du logement social et de son organisation institutionnelle sont bien plus discutés (au sens de « contestés ») à droite qu'à gauche, et on ne s'en étonne guère. Le clivage peut être résumé par la formule libérale désormais souvent utilisée à droite : « *ce n'est pas le logement qui est social, mais le locataire* ». On y lit en creux un souhait de réduire le logement social à destination des plus pauvres, par opposition au modèle généraliste actuel porté par le Mouvement HLM.

Mais les uns et les autres, s'ils reconnaissent la nécessité de territorialiser les politiques logement et s'affligent même en privé de l'inefficacité du « millefeuille », sont plutôt d'accord pour ne rien toucher aux prérogatives de chaque échelon. La question du PLU intercommunal et plus encore celle de la fin possible de la délivrance du permis de construire par le maire en sont le signe.

Tout en étant un point de consensus droite/gauche! ■

1. Éric Cantona et le mal-Logement, <http://www.carton-rouge.fr>, <http://www.mobilisationlogement2012.com/>
2. États généraux du Logement : <http://etatsgenerauxdulogement.fr/>
3. Exemples de rapports : CCIP sur le logement des salariés en IDF – novembre 2011, <http://www.etudes.ccip.fr/rapport/309-logement-ile-de-france-metropole-salaries>. Credoc : répercussion de la crise du logement sur l'emploi – mars 2011, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R273.pdf>
4. Numéro spécial HCL : <http://www.cawa.fr/politique-s-logement...-article005281.html>